

HONGRIE LE POIDS DU PASSÉ LE CHOC DU FUTUR

La Hongrie devrait entrer dans l'Union européenne au cours de la prochaine décennie.

Depuis les bouleversements politiques et économiques du début des années 90, sa production porcine a fortement diminué et ses structures se sont affaiblies. En surcapacité et confronté à la concurrence, l'abattage hongrois a perdu des débouchés à l'exportation.

En l'absence d'importants transferts technologiques et financiers, de nouvelles réductions d'activité sont probables.

Au début des années 90, la transition de l'économie hongroise planifiée vers l'économie de marché a rencontré d'énormes difficultés. A l'heure actuelle, le pays souffre d'une baisse générale de son activité économique, d'une forte dévalorisation de la monnaie et de l'apparition du chômage. Ce constat s'applique particulièrement à l'agriculture, où l'évolution relative des prix a été défavorable aux producteurs.

Un bilan porcin excédentaire

Le cheptel porcin hongrois a chuté de plus de 40% entre 1990 et 1994, passant de 8 millions de têtes à 5 millions en l'espace de 4 ans. Toutes les régions ont été affectées, ce qui a conservé une répartition homogène sur l'ensemble du pays. Depuis, après une légère reprise, les effectifs sont restés relativement stables.

Malgré cet effondrement, le bilan d'approvisionnement porcin est resté excédentaire, passé de 150% en 1990 à 125% en 1997. La production a surtout diminué du fait de l'importante restructuration des élevages et du manque de moyens financiers des exploitations pour poursuivre leur activité.

La consommation a souffert de la suppression des subventions aux achats de viandes. De plus, le pouvoir d'achat de la population s'est fortement dégradé au cours des dernières années.

Exportant régulièrement de 100 à 150 000 tonnes par an depuis 1995, les entreprises ont perdu d'importants débouchés, surtout ceux des pays de l'ex-URSS. Les importations sont faibles, car le marché national est protégé par

des droits de douane qui peuvent atteindre 55%.

Deux types d'exploitations

Depuis 1990, la Hongrie a engagé d'importantes restructurations de ses fermes collectives en maintenant les outils en place et évitant leur éclatement en petites unités individuelles. Les fermes d'État ont été scindées en plusieurs grandes exploitations, polyvalentes ou spécialisées en production végétale ou animale. Elles ont adopté le statut d'entreprise agricole ou, dans certains cas, celui de coopérative. La privatisation s'est achevée en 1998.

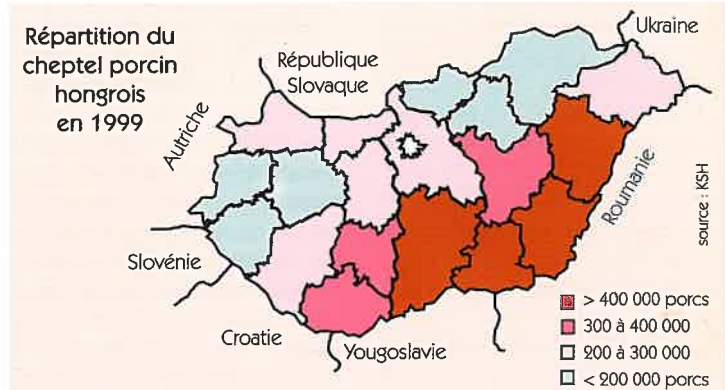
Comme dans l'ancien régime, des liens étroits se sont maintenus entre les grandes exploitations collectives et les petites fermes individuelles. Ces deux types de structures se partagent les effectifs porcins à égalité :

- la moitié du cheptel se trouve dans près de 700 élevages qui, entreprises agricoles ou coopératives, détiennent chacun entre 300 et 2 500 truies. La production de ces grandes exploitations est surtout vendue aux abattoirs.

- l'autre moitié est détenue par 500 000 petites fermes qui, en majorité, ont moins de 5 porcs. Plus d'un tiers de leur production est intégrée par les grandes unités. Une part importante est destinée à l'autoconsommation et au troc.

Un coût de revient plus faible

Peu de changements ont été réalisés dans les élevages de grande dimension. Construits dans les années 70, les bâtiments sont obsolètes. La conduite de l'élevage est peu cohérente et la productivité



Cheptel porcin en août 1998

	1 000 têtes	total	truies
total		5 418	378
dt sociétés agricoles	27%		29%
coopératives	19%		21%
fermes individuelles	55%		50%

Bilan d'approvisionnement 1997

production (tonnes)	644 000
importations	6 000
exportations	135 000
consommation	524 000

faible. Les résultats techniques se sont même dégradés au cours des dernières années. Ils sont inférieurs de 20 à 30% à ceux de l'Union européenne.

Le coût alimentaire de ces grands élevages bénéficie des céréales produites sur les exploitations, à prix compétitif. Mais le complément azoté est cher.

Au total, le coût de revient hongrois se situe à environ 80% du coût français. En prenant en compte la différence de qualité des carcasses, l'avantage devient légèrement inférieur à 1 FF/kg. Il est sans doute plus faible pour les petites structures.

Surcapacité d'aval

Les abattoirs aussi portent l'héritage du passé. Propriété de l'État, des coopératives ou publics, ils transformaient la majeure partie des porcs abattus. En 1998, la Hongrie compte plus de 300 outils, dont plusieurs de petite taille créés ces dernières années. Au mieux, ils travaillent à 50% de leur capacité, souffrant de la baisse de la production, de la concurrence interne et de 30% d'abattages non déclarés, destinés au marché informel.

Une cinquantaine de grands abattoirs, datant des années 70 ou 80, sont dans un état relativement correct, malgré des équipements souvent dépassés et l'absence d'entretien. La productivité de la main d'oeuvre paraît faible. Les carcasses y sont classées, selon la grille EUROP (qualité moyenne des carcasses : 51% de muscle). Ces outils ont été conçus pour exporter vers les pays de l'Est, mais aussi vers l'Ouest. Ainsi, les anciens abattoirs d'État, tous privatisés,

disposent d'agrément à l'exportation vers l'Union européenne et vers les États-Unis.

La Hongrie compte 8 à 9 groupes importants qui réalisent à la fois l'abattage, la découpe et la transformation. Ils contrôlent plus de la moitié de la production. Leur capital est étranger à 40%, avec surtout la participation des Danois, Allemands, Autrichiens ou Italiens.

Une volonté politique forte

Depuis 1994, le gouvernement hongrois intervient afin d'enrayer la baisse, voire de relancer la production. Il accorde d'importants soutiens. En fonction de la situation du marché, les abatteurs ou les producteurs reçoivent une subvention. Par ailleurs, les abatteurs payant un prix minimum bénéficient d'une aide à l'exportation.

Afin de préparer les entreprises à l'économie de marché et à la concurrence après l'intégration dans l'UE, l'État propose un programme d'aide à l'investissement. Malgré cette bonne volonté politique, les moyens financiers disponibles ne semblent pas à la hauteur des ambitions.

A court terme, ce soutien va permettre de maintenir la production, voire de l'accroître légèrement. Par contre, malgré les aides qui seront apportées par l'Union européenne pour améliorer l'infrastructure et la compétitivité du secteur, les retards techniques seront ensuite pénalisants. A défaut d'un capital humain et financier suffisant, de nouvelles réductions sont probables.

Étude OFIVAL/ITP : Production porcine en Hongrie : diagnostic et perspectives de développement, décembre 1998. S'adresser : ITP Édition (fax : 01 40 04 53 77).